

Ici, Ensemble

Le Journal de ceux qui veulent le pays pour tous

Prix : 1 €

~ *Editorial* ~

FACE À L'ETAT EN GUERRE, ETRE CAPABLES D'UNE POLITIQUE DE PAIX

1 – Alors, nous y sommes ? Il n'y aurait plus de politique de paix possible dans la séquence historique actuelle ?

A écouter Hollande et Valls, ce serait le cas : la seule politique possible serait celle de la guerre, guerre sans fin telle qu'annoncée par Valls à la jeunesse (« *préparez vous à vivre longtemps avec cette situation* »).

Ce qu'ils nous disent, c'est que du point de l'Etat, il est hors de question de s'interroger sur la pertinence ou non des guerres dans lesquelles la France a été ou est engagée (Syrie, Irak, Libye, Afrique...). Pour eux, il faut au contraire continuer dans cette voie (nouvelle intervention en Libye ?) et bien signifier à tout le monde que la France fera la guerre partout où elle le pourra.

Nous avons déjà développé que d'après nous, ces guerres à l'extérieur ouvrent et justifient une politique de tensions extrêmes, de quasi guerre, à l'intérieur du pays, à l'encontre de pans entiers de la population. Et que ce qu'il reste de la politique étatique, quel que soit le gouvernement, est la guerre, la mise en tension, aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur.

2 – Les politiques criminelles non étatiques :

De toute évidence des subjectivités criminelles fortes existent dans des groupes variés, tous identitaires (*excluant celui qui n'est pas le « même »*). Cela se donne par des meurtres et assassinats de masse (janvier et novembre), mis en scène pour

obliger à ce que tout se pense et se décide dans ce champ criminel et identitaire : le temps des politiques criminelles est ouvert, politiques qui se justifient de la guerre sans fin des états « forts » et les justifient en retour.

Guerres sans fin des Etats et politiques criminelles de masse ont un point d'unité : l'identitaire, avec comme pratique le regroupement et la défense proclamée de ce qui est supposé être le « même » (*même religion, même ethnique, même communauté, même couleur...*), séparé et contre le reste de la population (*les manifestations en Corse contre la présence de français, ou non, d'origine maghrébine participent de la même proposition politique criminelle*).

3 – Une politique de paix possible

Nous pensons qu'il faut plus que jamais tenir la proposition d'une politique de paix, d'une entente possible entre des gens différents, et faire face à la politique de guerre de l'Etat et aux politiques criminelles menées au nom de la religion ou de l'identitaire.

A quelles conditions peut-on tenir cela ?

- Tout d'abord, la question de la paix n'étant plus celle de l'Etat, il faut la mettre en travail « du point des gens », c'est à dire du point de ce qu'on en pense les uns et les autres, situation par situation, et de notre capacité, de la capacité de ceux qui le décident, à la faire vivre.

Cela demande de la décliner précisément, et non de la déclamer comme une litanie, ce qui au final la réduirait à une morale et une bien-pensance. Etre pour la paix demande de s'affronter à des situations précises (voir nos différents textes là-dessus), de travailler à une entente entre les gens, **d'élaborer et de porter des principes qui parlent pour tous et qui regroupent obligatoirement des gens différents.**

- Cette décision de participer de la mise en place d'une politique de paix, en ayant conscience que cela ne viendra pas de l'Etat, engage à un travail. **Ce travail, on ne peut le mener qu'en donnant de son temps, de sa pensée, de sa présence,** et cela comme on l'entend et le décide soi-même.

Ce temps, ce travail, il n'est pas « donné » à une organisation, une institution, ou à un projet de participation/ prise du pouvoir. Ce temps est nécessaire pour aller voir ce qui se passe réellement en situations, rencontrer des gens, échanger, partager, élaborer des propositions à partir de ce qu'on veut et de ce qu'il est possible de faire, influencer sur le cours des choses tel qu'il est imposé par l'Etat. Dans ce travail, chacun parle et agit en son nom. Il permet de prendre son temps : la durée dans une telle situation est nécessaire.

- Ce temps partagé, ainsi pensé, et pendant la séquence où il existe, ouvre à de nouvelles formes organisées, détachées de la notion de parti et de la notion d'entrisme ou d'opposition à l'Etat. C'est ainsi, en le pratiquant, qu'on peut réinventer et donner sens à ce que peuvent vouloir dire, pour aujourd'hui, « militer » et « s'organiser » à distance de l'Etat.
- Cette nouvelle pratique de l'organisation permet ainsi de poser les questions auxquelles nous sommes confrontés, ouvre à l'existence d'une intelligence collective pour penser et dire en positif ce que l'on veut avec le souci constant du « pour tous ».

Dans ce journal, plusieurs articles sont des prises de positions, des propositions pour une politique de paix. Discutons-en.

Jean-Louis



AUJOURD'HUI, L'ETAT NE NOUS COMPTE PLUS.

ALORS, COMMENT EXISTER ?

L'état ne nous compte plus. Chacun peut le voir : la vie est de plus en plus dure, les droits (au travail, au logement, à la santé, à l'éducation) sont sans cesse grignotés, remis en question par des lois, des réformes, des décrets incessants (réformes du droit d'asile, de la sécu, du code du travail, du collège, de l'assurance chômage, etc), de plus en plus de gens (roms, migrants, mais aussi chômeurs, travailleurs précaires, jeunes....) sont maltraités, persécutés, en opposition au simple droit humain. Depuis les attentats de Janvier, c'est encore pire, avec toute la morale développée et entretenue par les partis, les media, autour de notions comme la République et ses valeurs, la Laïcité, le Mérite, etc...qui ne servent en fait qu'à rejeter encore plus de monde et à développer la méfiance comme relation de base entre les gens. Et il faut y ajouter tout le pouvoir à la police institué par l'état d'urgence, bientôt mis dans la constitution !

Tout ça donne le sentiment de ne plus exister, de n'être rien : Il s'agit de vider l'humain, de mettre les gens dans des cases et de les y maintenir, et cela crée une difficulté à se projeter, un sentiment de rejet

et d'isolement. En même temps, l'idée que les droits ne devraient pas être pour tout le monde, que certains ne devraient pas compter, cette idée-là se banalise .

Face à ça, il y a deux grandes tendances qui peuvent alterner chez les mêmes personnes :

- D'un côté le fatalisme, « *on n'y peut rien, on ne nous écoute pas* » qui peut mener au désespoir (voir les suicides sur les lieux de travail ou devant Pôle Emploi en constante augmentation).
 - De l'autre la colère, la tentation de la violence, du jusqu'au-boutisme, qui s'il soulage, ne résoud rien quand même. C'est les manifestations d'agriculteurs, les bousculades à Air-France, etc...
- En réalité, ce sont les deux faces de la même médaille, l'impuissance.

Il est pourtant possible de réagir, de se dresser, de prouver qu'on est là, qu'on compte. Mais cela nécessite de réfléchir de façon nouvelle, en dehors du cadre imposé par les média, le gouvernement, les politiques de tous bords. **Cela nécessite de partir de soi-même et de ce qu'on veut pour tous.**

1. L'état ne nous compte pas, ne nous écoute pas

C'est à nous, à chacun de nous, à s'affirmer comme existant, comme étant du pays. Il faut être convaincu de sa propre importance, de l'importance des autres personnes, être convaincu de sa propre capacité et de la capacité des autres à penser, agir pour tous. Si nous ne parlons pas pour nous-même, qui le fera ?

2. Il faut arriver à se nommer, à dire qui on est et non laisser l'état nous nommer.

L'état nous met sans cesse dans des cases, où il nous enferme sous une désignation précise. Il ne s'adresse pas à des personnes, mais à des groupes : les chômeurs, les salariés, les fonctionnaires, les malades, les jeunes de banlieue, les musulmans... Il ne parle pas de personnes, mais de chiffres. C'est à nous, à chacun de nous, de montrer que nous sommes des personnes, et à l'obliger à nous compter comme telles. C'est pourquoi **nous devons nous nommer nous-mêmes**, comme l'ont fait par exemple les ouvriers sans-papiers, en refusant l'appellation de « clandestins » et en se battant pour être reconnus comme ouvriers du pays. En reprenant les mots de l'état pour désigner les gens, on participe de les exclure, de les stigmatiser, de les nier. C'est aussi pourquoi nous appelons à refuser d'utiliser le mot « musulman » comme un mot politique.

3. Le centre de notre pensée et de notre action, ce doit être nous, les personnes réelles.

Ce n'est pas par la plainte ou la colère qu'on peut obliger l'état à nous reconnaître

et à tenir compte de nous, mais par notre propre capacité à exister.

Et cela nécessite donc de partir de ce qui nous arrive et de **s'adresser aux autres en priorité** pour élaborer un chemin pour y faire face. Cela ne signifie pas ne pas négocier, ne pas discuter avec les représentants de l'état, cela signifie simplement ne pas partir d'eux, de leur cadre de pensée, de leur volonté, mais de nous, de ce que nous voulons, pensons, affirmons. Lorsque nous procédons ainsi, nous nous battons sur notre terrain, et non sur le terrain de l'Etat.

4. Il faut dire d'où on parle.

Exister, c'est exister comme individu dans un groupe donné, dans une société donnée.

Pour exister, il faut réfléchir au pays qu'on veut : celui de la loi du plus fort, et donc de l'absence de droit, ou un pays où tout le monde a sa place, où chacun est respecté, est compté ? S'inscrire dans une pensée sur le pays, permet d'élargir la réflexion par rapport aux questions abordées, qui sont des situations précises, pratiques, au travail, à l'école, dans la ville... Cela permet d'énoncer et de mettre en oeuvre des principes pour tous, et donc de rétablir les conditions du droit, car un droit qui ne s'applique pas à tous n'est qu'un privilège. Cela permet aussi de s'organiser de façon nouvelle, entre nous, sur des points précis, mais aussi dans la durée, et de développer notre capacité individuelle et collective à penser et agir.

Ce n'est pas facile, ce n'est pas simple, mais c'est possible. Nous le disons par expérience.

Brigitte & Zoubida

⇒ CONTACTS : 06-13-06-94-62 OU
NOUS ÉCRIRE À : ouvriersgensdici@free.fr

⇒ SITES : www.ouvriersgensdici.net
ou ouvriersgensdici.free.fr

« MUSULMAN », C'EST UNE RELIGION, CE N'EST PAS UNE POLITIQUE.

IL FAUT ARRÊTER DE L'EMPLOYER POUR CATÉGORISER LES GENS.

Le mot « musulman » ne convient pas pour parler des assassins du 13 novembre, ni pour ceux de Janvier à Paris, ni pour désigner les militants de DAECH. Que ces gens-là agissent sous le prétexte de la religion ne doit pas masquer leur réalité : ce sont des assassins de masse, porteurs de politiques criminelles, point. Rien ne justifie de faire porter leurs actes à d'autres gens qu'eux-mêmes.

Le mot « musulman » ne convient pas pour désigner les commanditaires de ces meurtres : le projet des dirigeants de DAECH est ouvertement un projet politique : occuper un territoire, y créer un état, rallier des citoyens. En se présentant comme l'état de tous les musulmans du monde, et en les invitant à le rejoindre, DAECH imite l'état d'Israël, qui se présente comme l'état de tous les juifs du monde. La conséquence d'une telle politique, c'est la création, dans tous les pays, de catégories nouvelles d'habitants, sur la base religieuse : on parle maintenant des « Juifs de France », des « Musulmans de France » et non plus des français juifs ou des français musulmans. Dans cette façon de parler, on fait passer la religion avant la nationalité, on fait comme si la religion de la

personne était la base de son appartenance au pays.

C'est très grave. **En parlant ainsi, on cautionne la logique identitaire chère aux politiques de guerre, on justifie le « nous » et « eux ».**

Il faut aussi casser la propagande, rappeler le réel : les dirigeants de l'auto-proclamé « état islamique », (qui sont aussi les plus grands assassins de musulmans au monde aujourd'hui), n'ont aucune solution à la ségrégation subie par les jeunes et les

habitants des quartiers populaires. Au contraire, par leurs attentats, leurs crimes de masse commis au nom de l'ensemble des musulmans, ils cherchent à isoler définitivement la population musulmane du pays, à la couper du reste

de la population : ils en font des ennemis intérieurs, dont il faut se méfier, avec qui il serait impossible de vivre.

De ce point de vue-là, l'état français est d'accord avec DAECH pour faire des « musulmans » des étrangers au pays, des « double-nationaux. » La volonté du gouvernement de faire passer la déchéance de nationalité pour les présumés terroristes nés en France est significative : pour eux, des français de naissance s'ils sont musulmans, sont des français sous condition.

" La question aujourd'hui n'est pas de défendre une religion, mais de défendre les gens, de défendre une idée de la France comme pays de tous ceux qui l'habitent "

Pour les musulmans eux-mêmes, face à cette méfiance généralisée, il y a la tentation du repli identitaire, de l'entre-soi communautaire, qui renforce le processus. C'est ce processus-là qu'il faut casser !

En vérité, « musulman », c'est la nouvelle façon qu'ont trouvée les politiques et les médias pour désigner les habitants des quartiers populaires arabes et noirs et les présenter comme des gens dangereux, à surveiller et encadrer, des ennemis intérieurs, des « faux » français.

Le mot « musulman » employé comme un mot politique permet au gouvernement de développer une politique terrible contre une grande partie des habitants du pays : en proposant que l'état d'urgence soit inscrit dans la constitution, il se construit petit à petit comme un état en guerre permanente contre son propre peuple. On en est même à envisager d'enfermer des gens à titre préventif !

Dans cette logique, la tâche principale de l'état, ce n'est plus d'assurer un minimum de bien-être à l'ensemble de la population, en traitant les problèmes du chômage, de la misère, des inégalités, etc... mais seulement d'éviter les actes terroristes.

En cela, on peut dire que Daech est une bonne aubaine pour l'état français : il lui permet d'asseoir son pouvoir contre les

gens, de justifier sa politique de guerre intérieure contre les jeunes et les habitants des quartiers populaires.

Le mot « musulmans » employé par les partis et le gouvernement est un mot pour une politique de guerre, surtout quand ils y ajoutent jeunes et « djihad ». Mot qui justifie la guerre à l'intérieur et à l'extérieur.

Pour nous, c'est un mot qu'on ne connaît pas dans le champ de la politique : la croyance religieuse, si nous en avons une, nous la vivons pour nous mêmes.

La question aujourd'hui n'est pas de défendre une religion, mais de défendre les gens, de défendre une idée de la France comme pays de tous ceux qui l'habitent, sans distinction d'origine, de religion, de statut, un pays où tous les habitants sont comptés, respectés et ont les mêmes droits.

Cela passe aussi par faire attention aux mots qu'on emploie, par refuser les mots de l'état, et inventer nos propres mots pour nous désigner et désigner les autres.

Ben, Brigitte, Cherif, Fellagh

QU'EST-CE QUE LA GUERRE AUJOURD'HUI ? ET DE LA NÉCESSITÉ DE PENSER UNE POLITIQUE DE PAIX.

Le texte suivant a servi d'appel pour la réunion du 26 novembre 2015, dans le cadre des "Rencontres pour penser l'Aujourd'hui".

1°) Nous avançons le point suivant : la guerre est entrée dans la pratique quotidienne de nombreux Etats car elle est devenue, pour ces états, pour les gouvernements de ces états, la politique elle-même. La pensée qu'ils ont de ce que doit être la politique aujourd'hui se concentre dans la guerre. C'est là une situation nouvelle, certainement ouverte au niveau mondial par l'administration Bush.

Cela a pour conséquence immédiate, et vérifiable, de faire vivre des populations entières en état de tensions et de guerre permanente (*états et pays détruits, bombardements, drones, bases militaires consolidées un peu partout...*).

Que la guerre soit devenue le seul possible politique pour les Etats a pour conséquence qu'elle est entrée aussi dans le quotidien des gens, et ce faisant, elle est devenue un possible

envisageable : elle est devenue subjectivement possible, donc faisable.

2°) Cette situation demande de s'interroger sur la notion de guerre elle-même aujourd'hui. Les guerres contre l'ex Yougoslavie et ensuite l'Irak ont ouvert une nouvelle approche, où les guerres ne sont plus déclarées, ne se font plus d'Etat à Etat. Elles n'ont plus pour but d'aboutir à une nouvelle paix, comme c'était le cas jusqu'alors, mais sont des guerres sans fin, menées au nom d'une « morale » (pour rendre la justice, répandre la démocratie, punir le mal au nom du bien, supprimer un dictateur...) et instaurent le chaos de façon durable.

3°) Quand nous parlons de politique de guerre, il faut l'entendre comme se déployant à la fois à l'extérieur des frontières, par rapport aux autres états (plus faibles) et aux peuples, **mais aussi contre les populations à l'intérieur, ou du moins à l'encontre de pans importants de ces populations.** Ce point est plus difficilement pensé et partagé.

4°) La politique gouvernementale est en France, depuis avant la fin de l'ère Chirac, axée sur un rapport tendu à la population : **tout se pense et se règle dans la tension, dans l'exacerbation des contradictions.**

Dans la logique de l'état de classe du 20^e siècle, de l'ouvrier au bourgeois, chacun était reconnu, assigné à une place où il devait rester. Aujourd'hui, de plus en plus de gens n'ont plus de place reconnue et sont désignés comme inutiles, en trop, criminalisés, hors pays.

Gouvernement après gouvernement, les politiques ont construit la figure de l'ennemi intérieur, et ont nommé ceux qui en feraient partie et les catégories idéologiques pour le penser (*le discours de Sarkozy à Grenoble étant le point d'orgue de ce processus*) :

- Par exemple, les jeunes des milieux populaires, constitués en une catégorie dangereuse les «*jeunes de banlieue*» ; mais aussi les ouvriers qui n'ont pas la nationalité française, «*clandestins*» en puissance, précarisés par des lois très

dures pour le renouvellement de leur titre de séjour (pour beaucoup tous les ans) ; les chômeurs présentés comme fraudeurs et profiteurs à qui sont imposés de plus en plus des stages dits de «*reconversion*» qui ne correspondent à rien ou à des missions précaires etc...

- Le choix après les meurtres de Janvier de tout expliquer par le doublet terrorisme/laïcité. On en voit l'impasse et les tensions ouvertes à l'encontre des musulmans ; dans la foulée, le doublet terrorisme/jihadisme a permis l'instauration des lois liberticides dites sécuritaires sous le prétexte que l'on serait en guerre.

Cette pensée en termes guerriers des situations se manifeste ouvertement dans la politique de rejet et de violence à l'encontre des réfugiés, abandonnés en mer et rejetés sur terre, ce qui s'apparente à des meurtres de civils.

Cette situation de guerre menée par l'Etat, structurée par les thèmes du sécuritaire et de l'immigration relayés par les partis, a aussi pour conséquence de donner corps à l'extrême-droite. C'est le choix d'aviver systématiquement les tensions qui permet à l'extrême-droite d'exister et non l'inverse.

Est-ce que tout cela peut se nommer politique de guerre en direction de la population ?

5°) Si les points avancés sont avérés, il faut s'interroger sur la nécessité et la possibilité d'une politique de paix, non pas un pacifisme sans principes, mais l'élaboration, en positif, de points précis.

Est en jeu la capacité des gens eux-mêmes à penser et à s'organiser sur ce qui, en France aujourd'hui, là où nous pouvons agir, fait avancer le respect et le compte des gens. Une première décision étant d'affirmer, en situation, que la vie de chacun compte.

Jean-Louis

LES OUVRIERS, LA POLICE, LA PAIX

Ce texte vient après des discussions qui ont eu lieu entre des ouvriers qui travaillent sur des chantiers, mais ce qu'elles révèlent et ce qu'elles pointent concernent tout le monde, c'est pour cela que nous le faisons connaître.

Les discussions dont nous parlons ont été suscitées par un ouvrier en réponse à l'exaspération qu'ont formulée des dizaines d'autres au sujet des contrôles de police qu'ils subissent ou dont ils sont les témoins. En effet, avec l'état d'urgence, et le fait que le gouvernement dit « *on est en guerre* », police et gendarmerie se mettent de plus en plus souvent à certains rond-points routiers dès 6 h du matin et arrêtent les fourgons et camionnettes de chantier : ils vérifient les identités, les papiers, les contrats des ouvriers qui partent au travail... C'est devenue une habitude, c'est présenté comme normal et nécessaire.

Beaucoup de ces ouvriers disent entre eux : « *on n'est pas des assassins, on n'est pas en guerre, on cherche pas d'histoires : on va au travail pour gagner notre vie, c'est tout ! Qu'on nous laisse tranquilles !* ».

Les discussions ont alors porté sur la nécessité de se réunir, de se rencontrer pour travailler à ce que les rapports entre les gens dans le pays soient pacifiés et que certaines personnes ne soient pas montrées du doigt, tracassées ou persécutées pour leur origine, leur religion, leur lieu d'habitation, leur travail etc...

A cette proposition, la réponse immédiate a été : « *c'est l'Etat qui décide et il n'écoute rien* » et aussi : « *de tout façon, l'Etat fait sans nous, il ne prend en compte rien de ce que nous vivons* ».

Raisonner ainsi amène à ne rien faire, et c'est comme si on était dans une prison : on tourne en rond, on rumine, on subit, on va au travail en étant surveillés et contrôlés par la police... et on continue à tourner en rond et à s'énerver contre l'humiliation que ça fait vivre.

- C'est vrai que c'est l'Etat qui décide de mettre la police aux ronds-points, et ainsi désigne les ouvriers comme des dangers et des ennemis possibles (*peut-être parce que beaucoup sur les chantiers sont « basanés » ?*). Voilà ce que décide l'Etat, et sa décision n'est pas bonne. **Mais nous qu'est-ce qu'on peut décider ? Où est la nôtre, de décision ? Il y a des choses qui peuvent très bien se faire, qui sont possibles** : par exemple ce texte que vous lisez, que nous avons fait pour dire à tous ce qu'on pense de ces contrôles injustifiés.

On peut très bien décider aussi, si ces contrôles perdurent et se généralisent, d'être présents, d'appeler ceux qui veulent à être présents aux rond-points pour montrer qu'il n'est pas normal de tracasser des ouvriers à 6h du matin ! De telles choses peuvent se discuter, s'organiser. Et en faisant cette proposition, on commence déjà à sortir de la prison où la politique du gouvernement veut nous mettre et où on se met soi-même.

- C'est vrai aussi que l'Etat fait sans les gens, et contre les gens et qu'il n'écoute rien ! Cela, aujourd'hui tout le monde le sait, c'est devenu une évidence. **Mais nous qu'est-ce qu'on fait ? Qu'est-ce qu'on essaie de mettre en place, entre tous ceux qui ont des choses à se dire, à partager, pour gagner le respect et le droit des gens, et imposer la paix ?** Indépendamment du mépris et de l'indifférence de l'Etat à notre rencontre, on peut très bien se rencontrer, se réunir, pour ouvrir à des choses possibles pour transformer la situation.

Nous avons décidé de soumettre ces quelques points au débat public. Ce n'est qu'en pratiquant ainsi : en disant ce qu'on pense et ce qu'on veut, qu'on peut avancer aujourd'hui. C'est un appel à se mettre au travail sur des questions aussi importantes. Il ne suffit pas de dire : « *l'état d'urgence c'est dangereux* » et « *l'Etat ne nous écoute pas* ».

IL FAUT AUSSI DIRE CE QU'ON A À DIRE, FAIRE CE QU'ON PEUT FAIRE.

Cherif

-
- *Non, les ouvriers qui travaillent avec moi sur les chantiers ne sont pas mes ennemis*
 - *Non les gens que je croise dans le métro ne sont pas mes ennemis.*
 - *Non, les gens de mon quartier, mes voisins, ne sont pas mes ennemis.*
 - *Je ne suis pas en guerre, moi ! Je suis en paix avec eux comme ils le sont avec moi.*
-

L'état, les différents partis politiques sèment le trouble dans la tête des gens depuis un moment avec l'idée qu'il faut distinguer entre les « vrais » et les « faux » français. Mais comment est-ce possible ? Pour moi, **tous les gens qui composent mon pays** (sur les chantiers, sur les marchés, dans mon quartier, en ville, dans le village de mes parents, au supermarché, etc...) **sont des français**, dans le sens où ils vivent ici avec moi : ils participent comme moi de faire vivre le pays aujourd'hui.

Bien sûr, il y a des différences : entre ceux des villes et ceux des campagnes, ceux du nord et ceux du sud, ceux de la terre et ceux de la mer, ceux de l'est et ceux de l'ouest, ceux de la plaine et ceux de la montagne, et il y a aussi des religions, des histoires, des origines différentes. Mais partout, nous sommes les mêmes, avec nos envies, nos espoirs, nos projets, nos difficultés de vie, et aussi avec chacun son

être singulier, fruit de sa propre culture et de l'héritage de ses parents, mais surtout produit de ses propres choix.

Donc, je ne comprends pas cette distinction entre « vrais » et « faux » français.

On nous dit qu'il y a des ennemis intérieurs, que c'est eux les « faux français ». De quoi, de qui nous parle-t-on ? Pour moi, il y a des assassins qui ont commis des meurtres de masse soi-disant au nom d'une religion, en vérité au nom d'une politique criminelle . Ce sont des assassins, il faut les traiter comme tels, point. Mais comment se fait-il qu'aujourd'hui il soit possible de présenter une partie des gens du pays comme des ennemis intérieurs aux yeux des autres gens du pays ?

Je voudrais faire un peu d'histoire pour éclairer la situation de la France aujourd'hui.

Après guerre, dans les années 50/70, c'est l'état français et les gouvernements qui sont allés chercher les étrangers chez eux de l'autre côté de la Méditerranée, pour grossir les rangs des ouvriers de France et développer économiquement le pays. Ces ouvriers vivaient dans le pays, mais déjà à part, dans les foyers Sonacotra, dans des bidonvilles, ou dans certains quartiers comme la Briquetterie à Toulouse... L'état n'a rien préparé pour qu'ils entrent dans la communauté du pays, puisqu'ils ne devaient pas rester. Pourtant, après leur vie difficile à travailler sur les routes, dans les usines, les mines, sur les chantiers de France, beaucoup sont restés, parce que leur vie, leurs amis, leur famille, leurs habitudes... étaient ici.

Par la suite, leurs enfants ont pris leur place dans la société comme ils pouvaient, où ils pouvaient, mais tout en étant considérés, vus et traités à part des autres gens du pays. Certains de ces jeunes pensaient avoir leur place tranquilles dans la société : sans problèmes, sans efforts car leurs parents avaient payé pour eux. Mais comme on n'a rien sans travail, sans efforts, alors rien n'est venu.

Et aujourd'hui, les enfants de ces enfants, les petits-enfants des vieux ouvriers, sont toujours dits (et se disent eux-mêmes) « issus de l'immigration », « 3^e génération ». Ils sont toujours des « pas d'ici », même s'ils y sont nés et y ont toujours vécu, même s'ils sont français nés de parents français. Du coup, aujourd'hui, on voit des jeunes de 20/30 ans se réclamer de l'identité de leurs parents, se dire tunisien, marocain, algérien ... alors qu'ils sont français.

En tant que pays, que nation, la France ne les reconnaît pas comme ses enfants : autrefois « immigrés », les voilà tous « musulmans », étiquetés par leur supposée religion. Difficile de ne pas se conformer à l'étiquette que l'état vous colle.

Il s'agit là d'un processus de désidentification d'une partie de la jeunesse. Et c'est grave !

C'est ce processus de désidentification poussé aux extrêmes qui peut expliquer en partie que de jeunes français en arrivent à

haïr leur pays, leurs compatriotes, et à devenir des assassins de masse.

Il n'y a jamais eu de politique d'intégration, il y a toujours eu politique de catégorisation, pour diviser et enfermer les français, en désigner certains comme les moutons noirs et séparer les gens, pour que chacun se sente affaibli dans sa catégorie. En vérité, depuis que Le Pen est sorti de son trou dans les années 80, il est le chef d'orchestre de tous les partis politiques qui, chacun sur son instrument, jouent la même partition que lui.

Ce n'est pas le sang de ses aïeux qui fait qu'on est d'un lieu, et encore moins d'un pays, c'est l'idée que chacun a du lieu, du pays.

En France, au moment de la dernière guerre mondiale, beaucoup d'étrangers ont résisté contre l'occupant nazi, alors qu'ils n'étaient pas français par le sang de leurs aïeux, mais parce qu'ils avaient une certaine idée de la liberté et de ce que devait être la France. Beaucoup sont morts pour la France, en résistant ici comme Manouchian, ou bien en se battant avec l'armée de De Gaulle.

Au même moment, dans l'histoire de cette guerre, d'autres, bien français par le sang de leurs aïeux et par leurs papiers, ont fait le choix de collaborer avec l'ennemi, et ce jusqu'au plus haut niveau : Maréchal Pétain et parlementaires. Ce qui montre bien que c'est l'idée que nous avons d'un pays qui nous fait nous et le pays.

Non, je le dis et le répète, il n'y a pas de vrais et de faux français. En France, tous les gens qui y habitent, tout comme moi, sont des français, du passé, du présent du devenir du pays, quelles que soient les raisons qui font qu'ils sont là.

POUR MOI, ETRE FRANÇAIS, C'EST AVOIR UN RAPPORT ATTENTIF ET COLLECTIF AUX AUTRES PERSONNES QUI FONT LE PAYS AUJOURD'HUI.

C'EST TRAVAILLER A UN PAYS POUR TOUS CEUX QUI Y VIVENT.

Pierre

POUR RÉPONDRE À LA GUERRE, PENSONS LA PAIX ET PARLONS !

Je ne vote plus. Pourquoi ? Je vais l'expliquer mais ce n'est pas le vote qui m'intéresse ici. C'est la réponse qui est faite quand je l'explique bien que nous soyons une majorité à ne pas voter, bien plus nombreux que ceux se revendiquant « le premier parti de France ». Je ne sais pas pourquoi les autres ne votent pas. A eux de le dire.

Je ne vote plus car les trois partis dominants PS, LR (ex-UMP) et FN sont tous d'accord avec la déchéance de nationalité, les lois et mesures d'exception. Le texte portant sur la déchéance de nationalité pour les binationaux est encadré par un autre texte : celui posant le cadre de l'Etat d'urgence.

L'Etat d'urgence est une sortie de l'Etat de droit.

C'est-à-dire la suspension de la séparation des pouvoirs. Avec l'inscription, dans la constitution, de l'Etat d'urgence et de la déchéance de nationalité pour les binationaux, nous serions le seul pays avec une constitution faite non pour rassembler mais pour diviser. Cette déchéance est présentée comme symbolique. Le symbole est-il inoffensif, insignifiant ? Non, un symbole est un message. Il est signifiant. Ce symbole renvoie les binationaux à une nationalité suspecte en lien avec leurs origines. Ils deviennent suspects simplement pour ce qu'ils sont et non par rapport à des faits avérés. Il s'agit d'une hiérarchisation des origines et donc d'une mesure raciste en

accord avec la ligne idéologique du FN validée par le gouvernement et les trois partis dominants.

C'est ainsi que j'explique mon choix de ne pas voter. C'est ainsi que je suis qualifié d'extrémiste. Je réfute cette qualification.

Je pense qu'inscrire l'Etat d'urgence dans la constitution est extrême, que suspecter les binationaux sur la base de leurs origines est extrême, qu'assigner à résidence des opposants politiques écologistes est extrême, que demander carte d'identité,

passport et certificat à un bébé à sa naissance dans la procédure du CESEDA (loi d'exception) est extrême.

Si ma pensée est extrémiste, ce n'est pas mon choix. C'est l'Etat qui a fait le choix de

l'extrémisme de la guerre et de l'absence d'une pensée politique de paix.

La Côte d'Ivoire avait fait le choix de l'ivoirité qui consistait parmi les habitants de ce pays à distinguer les "vrais" ivoiriens et les "faux" ivoiriens. Cela a eu pour effet de créer la division des habitants de ce pays et les violences d'une guerre.

En inscrivant, dans la constitution, la déchéance de nationalité pour les binationaux, la France fera-t-elle le choix de la division, de la francité et des violences qui accompagnent ce choix? Quand j'évoque le conflit armé qui a eu lieu en Casamance dans les années 90 ou celui,

"Penser la paix, dans la situation que nous vivons, est un chemin politique libérateur et porteur de sécurité."

plus récent de Côte d'Ivoire avec des amis qui les ont connus, ils me disent que les gens savent ce qu'ils pensent chez eux (à leur domicile) et non à l'extérieur.

Actuellement, je ressens la même chose. Je sais ce que je pense chez moi et j'évite de parler de la situation à l'extérieur. Cela doit être aussi ça la guerre.

Inscrire l'Etat d'urgence dans la constitution, Etat d'exception qui transfère des pouvoirs judiciaires à l'administration policière et qui, par conséquent, se passe de la Justice, ça doit être aussi un acte de guerre. La France est un pays en guerre depuis de nombreuses années (Afghanistan, Côte d'Ivoire, Libye, Mali, Centrafrique, Syrie) et bombarde. La guerre a fini par arriver sur le sol français et jamais la perspective de la paix n'est envisagée. La situation que nous vivons nous montre deux choses essentielles : la guerre n'apporte pas la sécurité, la guerre n'apporte pas la Liberté. C'est la paix qui apporte la sécurité et la Liberté.

L'ANC de Nelson Mandela, pourtant engagé dans la lutte armée contre l'Etat d'apartheid qui avait fait le choix de la violence, avait choisi une pensée politique de paix.

Devons-nous choisir entre la sécurité et la Liberté ? La réponse est non. Mais alors, comment construire la paix ? Nombreux sont ceux qui répondent que la paix n'est

pas d'actualité. Paradoxalement, je pense que la paix doit être d'actualité sinon comment vont cesser les violences de la guerre ? La guerre sera sans fin car si nous ne pensons pas une politique de paix, la guerre ne s'arrêtera pas. Certains me répondent aussi que cette question les oblige à penser par eux-même et que c'est dur.

Penser la paix, dans la situation que nous vivons, est un chemin politique libérateur et porteur de sécurité.

Par exemple, un premier pas vers une politique de paix pourrait être d'offrir des conditions de survie digne aux migrants/ réfugiés bloqués à Calais de leur donner des papiers car l'appel d'air ne sont pas ces deux propositions mais le choix d'une politique qui ne pense que la guerre. Nous pouvons également rendre hommage à tous ceux qui tentent de leur venir en aide.

Un autre pas est le refus de la déchéance des binationaux qui sont tout simplement français. Nous devons également refuser que l'Etat d'urgence soit constitutionnel et reconduit.

Aujourd'hui, j'écris pour parler. Je le fais pour sortir de chez moi.

Luc.

~ SOMMAIRE ~

- ◆ *Editorial : "Face à l'Etat en guerre, être capables d'une politique de paix" Page 1 ;*
- ◆ *"Aujourd'hui l'Etat ne nous compte plus, alors comment exister ?" Page 3 ;*
- ◆ *"Musulmans c'est une religion, ce n'est pas une politique" Page 5 ;*
- ◆ *"Qu'est-ce que la guerre aujourd'hui ? et de la nécessité d'une politique de paix" Page 6 ;*
- ◆ *"Les ouvriers, la police, la paix , Page 8 ;*
- ◆ *"Non, les ouvriers qui travaillent avec moi ne sont pas mes ennemis..." , Page 9 ;*
- ◆ *"Pour répondre à la guerre, pensons la paix et parlons" Page 12 ;*